# 20 20 30 No.

# Commune de Villiers-su

Envoyé en préfecture le 11/07/2023

Reçu en préfecture le 11/07/2023

Publié le 12/07/2023

ID : 091-219106853-20230704-DC\_2023\_041-CC

## **DÉCISION N° 2023-041**

### **CONVENTION D'HONORAIRES**

Service Techniques

### Le Maire de Villiers-sur-Orge,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°2020-014 du 10 juillet 2020, par laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire certaines attributions visées à l'article L.2122-22 du CGCT,

VU la convention du cabinet BvK associés

**CONSIDÉRANT** la nécessité de la convention d'honoraires entre le cabinet BvK Avocats associés et la ville de Villiers-sur-Orge concernant le dossier n°2306019935 entre la commune de Villiers-sur-Orge c/ association Villiers avance et autres

#### DÉCIDE

#### Article 1:

**D'APPROUVER** la nécessité de la convention d'honoraires entre le cabinet BvK Avocats associés et la ville de Villiers-sur-Orge

#### Article 2:

**DE SIGNER** la convention entre le cabinet BvK Avocats associés et la ville de Villiers-sur-Orge d'un montant forfaitaire de 2500 euros HT pour le traitement de la procédure en <u>référé</u>, et un honoraire de 2500 HT pour le traitement de la procédure dite « <u>au fond</u> ».

## Article 3:

DE PRECISER que les dépenses sont inscrites au budget de fonctionnement

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance. Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Monsieur le préfet de l'Essonne, et à BvK Avocats associés.

Fait à Villiers-sur-Orge, le 4/07/2023

Pour le Maire empère RS-SC La 1<sup>ère</sup> adjointe

Conformément à l'article L.2121-13 du CGCT, les documents relatifs à cette décision sont consultables en mairie aux heures habituelles d'auverture. La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale ou par voie électronique sur www.telerecours.fr